

LSAP, DP et Verts aimeraient croire en une coalition à trois après le 20 octobre. Or, l'éclatement en de nombreux partis pourrait leur coûter de précieuses voix

Et tous appellent au vote utile

Josée Hansen

Franz Fayot, candidat novice aux législatives et commentateur assidu de la campagne sur son blog (franzfayot.lu) a déclenché une avalanche de commentaires la semaine passée avec sa contribution sur La Gauche : chaque voix pour La Gauche serait en fait une voix de plus pour le CSV. « Elo déi Lénk, da kritt der muer erëm d'CSV » nota-t-il. Car, que la Gauche ait un ou deux sièges au parlement, estime le candidat, ne ferait pas de grande différence. Mais chaque siège pour eux serait aussi un de perdu pour cette coalition à trois entre LSAP, DP et Verts – donc sans le CSV – dont rêvent les trois grands partis. Avec les résultats de 2004, une telle coalition aurait été possible (LSAP : 14 mandats, DP : 10 et Déi Gréng : 7), mais déjà en 2009, cette composition tombait sous la barre des trente mandats, soit la moitié, le DP et le LSAP ayant chacun perdu un siège au profit du CSV. Selon les derniers sondages *Sonndesfro* publiés en juin par le *Tageblatt*, le LSAP en perdrait encore deux, qui iraient au profit de La Gauche (trois sièges alors). Pour Fayot, une simple preuve par les mathématiques qu'il faudrait donc voter utile et rendre possible le changement tant voulu en donnant ses voix au LSAP. Ainsi, le jeune candidat ne reprend en fait que le message du président du parti, Alex Bodry, lancé dès juillet au congrès d'investiture d'Etienne Schneider : chaque voix pour Déi Lénk est une voix perdue, y scanda-t-il.

« Le LSAP n'a presque plus que La Gauche comme ennemi politique en ce moment, constate Marc Baum, conseiller communal de Déi Lénk à Esch-sur-Alzette et coordinateur de leur campagne. Ça prouve qu'ils ont peur pour leur propre électorat. Et ça prouve qu'ils ne croient plus eux-mêmes en cette possibilité d'une coalition à trois. Nous par contre

argumentons autrement : nous trouvons utile qu'il y ait un bloc de gauche assez fort au parlement pour forcer aussi le LSAP à prendre des positions plus à gauche qu'il ne le fait actuellement. » Le candidat tête de liste des socialistes, Etienne Schneider, et ce non seulement parce qu'il vient du ministère de l'Économie, a une renommée de libéral pour tout ce qui touche la politique économique et sociale – les thèmes sur lesquels se positionne La Gauche. Il a beau faire des pieds et des mains lors de tous les débats, de toutes les interviews et de toutes les table-rondes pour souligner son attachement à l'indexation des salaires par exemple, et avoir le soutien de politiciens renommés à gauche au sein du LSAP, comme le maire de Mondercange et conseiller d'État Dan Kersch, rien n'y fait : les électeurs les plus à gauche risquent de privilégier La Gauche pour avoir les garanties sociales qui leur semblent nécessaires en temps de crise. « Si les sondages nous attribuent trois sièges, explique Marc Baum, nous, on aurait tendance à espérer en atteindre entre trois et cinq. Car les migrations des électeurs sont extrêmement imprévisibles, avec un spectre de partis aussi large que cette fois-ci. »

Une analyse que partage en partie le politologue Philippe Poirier, coordinateur de la chaire de recherche en études parlementaires à l'Université du Luxembourg : « Déi Lénk est certes un petit parti, note-t-il dans un entretien accordé au *Land*, mais il a un réseau associatif et de relais très ancien, plus important que les autres. Il est en position d'élargir sa base électorale à travers la branche syndicale et est en mesure de récupérer une clientèle que le LSAP ne semble pas fixer. » Ainsi, La Gauche et les 0,80 ou 0,90 pour cent d'électeurs traditionnellement communistes, rendraient effectivement plus difficile une coalition à trois, ce qui expliquerait la réaction agacée du LSAP.

Si neuf partis se présentent aux législatives cette année – les candidats têtes-de liste des cinq petits, l'ADR, La Gauche, le Parti Communiste, le Parti Pirate et le PID ne sont pas invités aux grands débats électoraux –, ce n'est pas non plus une si grande nouveauté : ils étaient aussi nombreux en 1999 (bien que tous ne se soient pas présentés dans toutes les circonscriptions alors ; notamment le Steierzueler ou le Drëtten Alter). En 2004, le FPL (Fräi Partei Lëtzebuerg) jouait le rôle du parti un peu folklorique qu'endossait la Biergerlëscht en 2009 et le PID (Partei fir integral Demokratie Lëtzebuerg), constitué autour du député sortant Jean Colombera, ancien ADR, cette année. Les prédécesseurs du PID ne réussissaient jamais à dépasser la barre des un pour cent des suffrages et Philippe Poirier ne voit pas les chances du PID de faire un résultat beaucoup plus élevé en octobre. « Le PID est vraiment constitué de candidats que nous appelons des candidats 'nowhere', qui ne viennent de nulle part, explique-t-il. On a du mal à retracer leurs parcours, aussi associatif, cela semble être un réseau amical très large. Mais leur notoriété est aussi faible que la structure de leur parti. Nous les voyons dans l'impossibilité de décrocher un siège, malgré Jean Colombera. » Dans le Nord notamment, mais peut-être aussi dans d'autres circonscriptions, le PID pourrait toutefois nuire à l'ADR, qui est « en rétraction ».

Comme le PID, le Parti Pirate est nouveau sur l'échiquier électoral. Constitué il y a deux ans, il n'a jamais caché son ambition d'atteindre au moins deux pour cent des suffrages aux élections législatives. « Bien sûr, décrocher même un siège serait génial, estime son président-star Sven Clement. Mais nous ne voulons pas paraître présomptueux ou arrogants. L'essentiel pour nous est que le parti survive, c'est pour cela aussi que nous faisons une campagne financièrement raisonnable, pour ne pas faire de dettes. Et nos objectifs à venir seraient alors de participer aux élections européennes de 2014 et aux prochaines communales. »

Le Parti Pirate est un peu aux Verts ce que La Gauche est aux socialistes : un agacement. Les jeunes Verts les plus actifs sur les réseaux sociaux ne ratent pas une occasion pour reprocher leurs inconséquences aux Pirates – lorsqu'ils changent les listes de candidats en catimini juste avant de les déposer par exemple – et Sven Clement se fait un malin plaisir à commenter que « les Verts restent un parti critique vis-à-vis des technologies. Ce n'est pas parce qu'ils s'achètent un iPad et ouvrent un compte

Twitter qu'ils seraient plus crédibles sur les questions numériques. » Sam Tanson, la co-présidente des Verts, pourtant se montre étonnée de la question : « Ce n'est pas comme si je passais mes journées à penser à eux. Il faut quand même dire que nous sommes le seul parti vraiment écologique, les Pirates ne se positionnent pas du tout sur le même segment. Et nous constatons que, lors des table-rondes et débats avec les lycéens, nous avons beaucoup d'échos de la part des jeunes, qui sont beaucoup plus sensibles aux questions écologiques que leurs aînés. Après, les Pirates sont peut-être plus forts sur les sujets spécifiquement liés à Internet et leur nom fait plus 'cool', mais des sujets comme la transparence, la démocratie et la participation citoyenne sont des sujets que nous discutons depuis longtemps dans notre parti – et que nous pratiquons d'ailleurs là où nous sommes au pouvoir, comme à la Ville de Luxembourg ! ». Sam Tanson constate le même risque d'un éparpillement des voix entre petits partis, alors qu'elles seraient beaucoup plus utiles pour le changement si elles pouvaient servir les partis qui ont une chance d'arriver au pouvoir.

Le risque d'une migration des électeurs verts vers les Pirates est réel. Dans son étude sur les législatives de 2009, l'Université du Luxembourg relevait une fidélité au parti écologique assez basse entre deux scrutins (62 pour cent ; contre presque 90 pour cent pour le CSV). Or, « ne pas parvenir à fidéliser son électorat n'a pas de conséquences électorales concrètes si le parti, comme ici Les Verts, parvient à séduire de nouveaux électeurs parmi les jeunes qui votent pour la première fois et/ou parmi des électeurs qui faisaient confiance à d'autres partis lors du scrutin précédent, » écrivaient les chercheurs.

Cette fois, se pourrait-il donc que les primo-électeurs se tournent davantage vers les Pirates ? « Ce qui frappe, c'est que les Pirates sont très professionnalisés dans leur campagne, observe Philippe Poirier. Ils ont des structures beaucoup plus importantes que les autres petits partis, je n'exclus d'ailleurs pas qu'ils reçoivent de l'aide de quelque part, peut-être de leurs collègues allemands ? » Pour lui, les Pirates utilisent les réseaux sociaux de manière efficace et ont été capables de constituer une véritable communauté autour du parti, et ce en amont même de l'annonce des élections anticipées.

Par contre, idéologiquement, au-delà de son image jeune et moderne, pour la neutralité du web ou la protection des données personnelles, difficile de situer le Parti Pirate dans le

spectre politique. « C'est le parti du libéralisme culturel et d'une nouvelle mobilisation politique, comme le fut le Glei/ Gap il y a vingt ans, affirme aussi Philippe Poirier. Mais il ne faut pas perdre de vue que sur les questions identitaires, comme la nationalité, la loyauté ou l'ordre et la justice, ils sont à droite de la droite. Dans ce sens, ils peuvent ramasser tout un tas

de clients électoraux qui ne se fréquentaient pas dans un même parti, avec une radicalisation sur certains points. »

La fébrilité actuelle de tous les partis – y compris du CSV, qui pourtant ne semble guère inquiété par les autres actuellement – laisse présager un résultat sur le fil du rasoir le 20 octobre.